



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

## L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

*Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal*

N°1219 \_\_\_\_\_ 17 décembre 2015

- **En dépit des incertitudes et questionnements, la MOE UE se déploie pour le second tour de la présidentielle**
- **Le G8 renouvelle sa demande de changements profonds dans le processus électoral**
- **Des organisations dénoncent le laxisme des autorités face à la recrudescence de l'insécurité**
- **Choléra : Seize communes de 5 départements en alerte rouge**

### >> En dépit des incertitudes, la MOE UE se déploie pour le second tour de la présidentielle

En dépit des incertitudes, la Mission d'Observation Électorale de l'Union Européenne (MOE UE) a déployé, mardi 15 décembre, des observateurs électoraux dans les départements, en vue de la tenue du deuxième tour de la présidentielle du 27 décembre. Les observateurs, qui ont rejoint l'équipe d'encadrement de la MOE UE, le 13 décembre, commenceront leur travail d'évaluation du processus électoral au niveau local. Ils rencontreront des représentants du Conseil Électoral Provisoire (CEP), de l'administration territoriale, des candidats, des partis politiques et de la société civile. La MOE UE avait dressé un bilan « positif » du déroulement des élections législatives, municipales et de la présidentielle du 25 octobre, à travers les différents départements du pays, malgré les controverses suscitées. Ces élections ont été vivement décriées par les organisations de droits humains et des partis politiques, dont plusieurs candidats à la présidence. Le Groupe des huit candidats à la présidence (G8) continue de renouveler sa position quant à la mise

en place d'une commission indépendante, chargée d'établir la sincérité du scrutin du 25 octobre, dans un communiqué en date du 11 décembre. Le premier ministre Evans Paul a déjà entamé plusieurs rencontres pour la mise en place d'une commission de garantie électorale, appelée à trouver une issue à la crise. Les conseillers électoraux menacent de démissionner en bloc, au cas où cette commission viendrait empiéter sur leurs travaux. Jude Célestin de la Ligue alternative pour le progrès et l'émancipation haïtienne (LAPEH), placé en deuxième position dans ces résultats dits définitifs, rejette toute idée d'aller au second tour, face à son rival, le candidat officiel pour le Parti haïtien *Tèt Kale* (PHTK) au pouvoir, Jovenel Moïse, arrivé en tête. Alors que de persistantes rumeurs circulent sur un report probable du second tour du scrutin présidentiel, le directeur exécutif du CEP, Mosler Georges, s'en remet aux conseillers électoraux pour prendre une décision.

### >> Le G8 renouvelle sa demande de changements profonds dans le processus électoral

Le Groupe des huit candidats à la présidence (G8) renouvelle sa demande pour la mise en place d'une commission indépendante, chargée d'établir la sincérité du scrutin. Le G8 déclare appuyer toutes les manifestations pacifiques, réclamant la démission des partisans du régime *Tèt Kale* au sein du Conseil Électoral Provisoire et la poursuite du processus électoral dans de meilleures conditions et dans un climat serein et propice à l'organisation de toutes électorales. « Le G8 prend acte des revendications populaires, exprimées dans les différentes manifestations, organisées pour réclamer le départ du président Joseph Martelly, la fin de l'impunité et l'arrestation des prédateurs

électoraux », lit-on dans le communiqué. Le G8 dénonce toute manœuvre du régime *Tèt Kale*, avec l'appui de certains acteurs de la communauté internationale, tendant à remplacer la commission d'enquête indépendante, sollicitée par le secteur démocratique, en vue de rétablir la sincérité du 25 octobre par « une forme de commission de garantie électorale » qui serait « composée par des supporteurs du régime ». L'enjeu du moment oblige le G8 au choix stratégique, devant toujours caractériser ses hommes d'État, dans une lutte opposant désormais le secteur démocratique aux forces antidémocratiques.

## >> Des organisations dénoncent le laxisme des autorités face à la recrudescence de l'insécurité

Cette recrudescence est due à plusieurs facteurs, comme la libération de bandits impliqués dans le kidnapping, le trafic de drogue et le blanchiment d'argent, estime le directeur exécutif du Réseau national de défense des droits humains (RNDDH), Pierre Espérance. Le RNDDH évoque la libération, par la justice haïtienne, le 17 avril, à l'issue d'un jugement express, de Woodly Ethéart, alias « Sonson La Familia » (préssumé chef du gang Galil) et Renel Nelfort, surnommé « Le Récif », accusés de grand banditisme, particulièrement de kidnapping, trafic de drogue et blanchiment d'argent. « Les policiers nationaux ont constaté que ce sont les autorités, au plus haut niveau de l'État, qui libèrent des bandits. Cela a déstabilisé et démotivé la police. Ces différents chefs de gang mettent en danger la vie d'une série de policiers, qui avaient fait des efforts pour les démanteler », explique le RNDDH. « Le gang Galil a beaucoup de ramification dans le pays. Depuis la libération des principaux chefs de gang, la principale cible de ces bandits criminels est la Police nationale d'Haïti (PNH). Beaucoup de policiers sont morts au cours de l'année 2015 ». Le RNDDH pointe du doigt l'exécutif, qui alimenterait les chefs de gang dans les quartiers de La Saline et de Cité Soleil, afin de prendre la population en otage et l'empêcher de manifester dans les rues contre les élections. La capitale haïtienne est l'endroit où il y a eu le plus de victimes de l'insécurité durant ces deux dernières semaines, relève, pour sa part, le

coordonnateur national de la commission épiscopale (catholique romaine) Justice et paix (JILAP), Rovelson Apollon. « Comment se fait-il que des actions se passent, dans des périmètres proches des commissariats, alors que la PNH ne fait rien », fustige-t-il, prenant l'exemple de la fusillade orchestrée, le 5 décembre, par des bandits armés, après avoir attaqué un magasin au marché public de Salomon (Port-au-Prince). Quatre personnes, dont un étudiant de l'Université d'État d'Haïti, Stevenson Oczéus, ont été tuées dans cette fusillade. La presse exagérerait en ce qui a trait à la recrudescence de l'insécurité, estime, de son côté, le commissaire divisionnaire Frantz Lerebours. Entre-temps, la police peine à résorber l'insécurité dans le pays, exacerbée par une crise électorale qui se fait de plus en plus aiguë. Le corps de la jeune étudiante Lencie Mirville, kidnappée le 1er décembre à Bizoton, a été retrouvé le 8 décembre dans un ravin, sur la route de l'amitié, menant à Jacmel. Le 12 décembre, l'ingénieur Robens Damuse, âgé de 33 ans et opérateur en chef au sein de l'entreprise E-Power, a été abattu à Delmas par des individus armés pendant qu'il revenait d'une banque commerciale. Dans l'après-midi du 07 décembre, l'ancien animateur de compas, Chéristin Ferdinand, connu sous le nom de « Mass Design », a été froidement assassiné par des individus armés circulant à bord de motocyclettes.

## >> Choléra : Seize communes de 5 départements en alerte rouge

Seize communes des départements de l'Artibonite, du Sud-Est, du Nord, du Nord-Ouest et de l'Ouest, sont en alerte rouge concernant le choléra, indique à AlterPresse le Ministère de la santé publique et de la population. Du 1er au 12 décembre, 1 085 cas de choléra sont hospitalisés sur 1 260 cas enregistrés à l'échelle nationale, alors que sur 4 964 cas enregistrés, 4 303 sont hospitalisés pour le mois de novembre, fait savoir le coordonnateur national de la lutte contre le choléra, Dr. Donald François. Du 5 décembre au 12 décembre, sur 568 cas de choléra, 8 décès et 480 personnes hospitalisées ont été enregistrés. Le taux de létalité globale est de 1.58%, tandis que le taux de létalité d'hospitalisation est estimé à 1.65%. Dr. François appelle la population à continuer de respecter les principes d'hygiène en

vue d'empêcher de nouveaux cas d'infections. « Pour 2016, les coûts nationaux de surveillance et d'intervention ainsi que les investissements nécessaires en eau et assainissement devraient être assurés », rapporte le communiqué, citant la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Sandra Honoré. Entre-temps, les victimes du choléra et leurs familles sont toujours dans l'attente de justice et réparation, en dépit de diverses mobilisations réalisées à l'échelle nationale et internationale. Dans un rapport publié en octobre, l'organisation Amnesty International critique l'irresponsabilité de l'ONU, en ce qui concerne l'introduction du choléra en Haïti (à partir d'une base de casques bleus du Népal, en octobre 2010, à Mirebalais, Plateau central).

### A lire également :

- Avec plus de 2 mille pétitionnaires, le chroniqueur sportif Roudy Thomas Sanon porte plainte contre le Cep ([www.alterpresse.org/spip.php?article19361](http://www.alterpresse.org/spip.php?article19361));
- Elections : Un ancien ambassadeur d'Haïti au Japon appelle à la démission du Cep ([www.alterpresse.org/spip.php?article19360](http://www.alterpresse.org/spip.php?article19360));
- Les élections haïtiennes, cuisine de la corruption invisible ([www.alterpresse.org/spip.php?article19362](http://www.alterpresse.org/spip.php?article19362));
- Droits humains : Un état civil qui marginalise des milliers de gens ([www.alterpresse.org/spip.php?article19380](http://www.alterpresse.org/spip.php?article19380)).